



ÉDITORIAL

La résistance par les urnes

PAR LAURENT MOULUD, RÉDACTEUR EN CHEF

Ne nous y trompons pas : éclipsé par la guerre au Moyen-Orient ou encore la mort du militant néofasciste Quentin Deranque, le premier tour des municipales, ce dimanche 15 mars, revêt, plus que jamais, une dimension cruciale. Cruciale pour le quotidien

de nos concitoyens, bien sûr. Mais aussi pour l'avenir politique du pays. La gestion communale, souvent réduite à sa dimension locale, ne se résume pas aux trottoirs et aux poubelles. Elle est, bien au contraire, le cœur battant de la démocratie républicaine. Et, en ces temps sombres de montée de l'extrême droite, le lieu incontournable de la résistance au néofascisme qui tente de gangrener nos sociétés.

Même grevée par les pertes de financement de l'État, la commune reste encore l'échelon politique où chaque décision se mesure très concrètement dans la vie des habitants. C'est à la mairie que l'on choisit – ou pas – d'ouvrir une crèche, de maintenir un centre de santé de proximité, de construire des logements sociaux, de soutenir des départs en vacances, d'assurer la gratuité des bus scolaires et des cantines ou encore de favoriser la vitalité culturelle et associative d'un territoire. Ces choix n'ont rien d'anodin ou de futile. Elles s'avèrent décisives. Et plus encore dans un contexte marqué par l'augmentation des inégalités, la crise écologique et la multiplication des discours de haine.

Le week-end prochain, le choix des électeurs déterminera, donc, si nos villes et villages peuvent continuer d'investir dans les solidarités, l'école publique, les mobilités durables et l'accès pour tous à la culture et au sport. Ou si, à l'inverse, ils s'abîmeront dans les politiques de repli, d'austérité locale et de fragmentation sociale que nous promettent la droite et l'extrême droite.

Car le danger est là. Portés par un climat étouffant, les nationalistes identitaires se sentent pousser des ailes et veulent accélérer leur enracinement

territorial. Avec ses 601 listes, le RN, qui ne contrôle aujourd'hui qu'une quinzaine de municipalités, dit vouloir conquérir « des dizaines de villes », bien aidé par l'allié UDR, d'Éric Ciotti, et le ralliement d'élus LR qui, en toute irresponsabilité, bravent les consignes de leur direction nationale pour se jeter dans les bras de l'extrême droite.

Évidemment, toutes les municipalités visées par le RN ne basculeront pas. Mais le parti à la flamme, l'œil rivé sur la présidentielle 2027, espère surtout multiplier son nombre de conseillers municipaux – indispensables pour les futures sénatoriales – et poursuivre au niveau local la banalisation de ses idées discriminatoires, installant dans la durée une vision autoritaire, raciste et excluante de la société.

À ce titre, le pedigree des candidats présents sur les listes RN et de ses alliés donne le ton. Un décompte tenu par plusieurs médias (StreetPress, Mediapart, Les Jours, « Libération », Conspiracy Watch, « le Monde ») recense pas moins de 170 « brebis galeuses », soit plus de 10 % des candidats d'extrême droite épinglés pour avoir été membres de groupes d'ultradroite, avoir proféré des propos violents, racistes, antisémites ou homophobes. Le vrai visage du RN que personne ne doit oublier à l'heure de glisser un bulletin dans l'urne. La mobilisation des électeurs de gauche, au-delà des divisions du premier tour, sera essentielle lors de ce scrutin. Pour contrer cette menace de vague brune. Et éviter à tout prix que le poison fasciste s'insinue au plus près du quotidien de chacun. ●

Les choix municipaux s'avèrent décisifs. Et plus encore dans un contexte marqué par l'augmentation des inégalités, la crise écologique et la multiplication des discours de haine.